

La nécessité de cadres

Il y a maintenant 42 ans que John Humphrey, de McGill, René Cassin et Eleanor Roosevelt ont préparé la déclaration universelle des droits de l'homme qui, avec les conventions s'y rapportant, est devenue la Déclaration internationale des droits de la personne. Ces instruments fournissent des normes de respect des valeurs humaines qui transcendent les frontières politiques et qui invitent les peuples à accepter des principes aussi fondamentaux que la liberté individuelle, la justice et la dignité de la personne.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, des millions de personnes ont péri en défendant ces principes, seulement pour voir des centaines de millions d'autres humains assujettis à des tyrannies qui ont fait fi de leurs sacrifices.

L'Acte final d'Helsinki, signé en 1975, était un autre effort européen pour encourager les plus braves à défier l'État, à réclamer des droits pour eux-mêmes et pour leurs sociétés. Encore une fois, avec peu de résultats immédiats.

Il fallait encore élaborer un ensemble d'engagements intergouvernementaux envers des concepts politiques universels.

En 1990, des pays d'Europe et d'Amérique du Nord ont convenu, dans la Charte de Paris, de renforcer la démocratie comme le seul système de gouvernement d'une nation et ils ont soutenu que la reconnaissance des droits de la personne est une protection essentielle contre l'État trop puissant.

C'est ainsi que les droits de la personne, la démocratie et le bon gouvernement sont devenus inextricablement liés. À juste titre, puisque sans l'une des composantes de la trinité, les autres sont vouées à l'échec.

De plus, ces composantes ne peuvent être développées sans un cadre favorisant la sécurité coopérative et la prospérité durable, deux autres grands objectifs de la politique étrangère canadienne. En fait, c'est le Canadien John Humphrey, un réaliste invétéré, qui a écrit que les droits de la personne qui ne s'accompagnent pas de droits sociaux et économiques ont peu de signification pour la plupart des gens, surtout lorsqu'ils ont l'estomac creux.

C'est en fait la grande raison qui sous-tend nos efforts pour aider la Russie, les autres anciens États de l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est. Ces États et leurs peuples sont maintenant libres, mais cette liberté peut leur sembler moins importante s'ils n'ont pas d'emploi, pas de nourriture et peu de sécurité.